



VILLE DE LA ROCHETTE

73110  
Tél. 04 79 25 50 32  
Fax. 04 79 25 78 25

République Française

2006/07/04

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil

### Municipal de la Commune de La Rochette

L'an deux mil six, le huit septembre à vingt heures trente

En séance publique, sous la présidence de Monsieur Guy BLANC,

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie,

Etaient présents : MM. Guy BLANC, André MOLLARD, Mme Corinne MUFFAT-JEANDET, MM. Joseph MORELLI, Patrick DEPIERRE, Pierre PORTUGAL, Bernard VILLON, Jacky GACHET, Roger BLONDON, Jean-Loup CREUX, Mme Jocelyne DEPOLIER, MM. Eric PIERRE, Mr François PEILLEX, Mme Annie OLEI, Mr Gilles VANET, Mme Thérèse SANDRAZ

Procurations : Pierre CARTIER-LANGE à Bernard VILLON, Gilles VANET à Annie OLEI

Excusé : François PEILLEX

Absents : Corinne MUFFAT-JEANDET, Emmanuel BRONNER, Eric PIERRE, Rosa COULAUD, Michelle TONI, Thérèse SANDRAZ

Monsieur Joseph MORELLI a été élu secrétaire.

Vu le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L 211-4, R 211-2, R 211-3 et R 211-4,

La Loi n° 2006/272 du 13 juillet 2006 (Article L 211-4 du Code de l'Urbanisme) autorise une Commune, par délibération motivée, à appliquer son droit de préemption urbain « à la cession de la totalité des parts d'une Société Civile Immobilière lorsque le patrimoine de cette Société est constitué par une unité foncière bâtie ou non dont la cession serait soumise au droit de préemption ».

La Commune de La Rochette, afin de redynamiser le Centre Ville, s'est inscrit dans une politique de promotion de l'habitat.

En favorisant le développement d'offres de logements, elle souhaite repeupler le Centre Ville et par là même renforcer le tissu commercial du Centre Ancien.

Sur la base de ces considérations et à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal :

- ⇒ Conformément à l'article L 211-4 du Code de l'Urbanisme décide d'appliquer sur la totalité du territoire de la Commune le droit de préemption urbain à la cession de la totalité des parts d'une SCI lorsque le patrimoine d'une SCI concernée doit être constitué par une unité foncière bâtie ou non dont la cession serait soumise au droit de préemption
- ⇒ Charge Monsieur le Maire d'effectuer les démarches nécessaires à l'institution de ce droit et précise que celui-ci rentrera en vigueur le jour où la présente délibération sera exécutoire, c'est-à-dire aura fait l'objet d'un affichage en Mairie pendant un mois et d'une insertion dans deux journaux, ainsi que d'une diffusion d'une copie de cette délibération :

- à Monsieur le Préfet
- à Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux
- à Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat
- à la Chambre Départementale des Notaires
- au Barreau constitué près le Tribunal de Grande Instance
- au Greffe du même Tribunal

Tous les membres présents ont signé au registre.  
Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,



## OBJET

Droit de préemption  
urbain renforcé

Date de convocation :  
31 août 2006

Date d'affichage :  
13 septembre 2006

Nombre de conseillers  
en exercice: 22

Nombre de présents : 13

Nombre de votants : 15

Exprimés : 15



VILLE DE LA ROCHETTE

73110

Tél. 04 79 25 50 32

Fax. 04 79 25 78 25

République Française

2004/01/01

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil  
Municipal  
de la Commune de La Rochette

OBJET

Droit de préemption  
renforcé

Date de convocation :  
21 janvier 2004

L'an deux mille quatre, le trente janvier à vingt heures trente  
En séance publique, sous la présidence de Monsieur Guy BLANC,  
Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie,  
Etaient présents : MM. Guy BLANC, André MOLLARD, Mme Corinne  
MUFFAT-JEANDET, MM. Joseph MORELLI, Patrick DEPIERRE, Pierre  
PORTUGAL, Bernard VILLON, Roger BLONDON, Jean-Loup CREUX, Mme  
Jocelyne DEPOLLIER, Mr Eric PIERRE, Mme Marie-France BLOTTO, Mr —  
François PEILLEX, Mmes Michelle TONI, Annie OLEI, Mr Gilles VANET  
Procurations : Jacky GACHET à Jean-Loup CREUX, Pierre CARTIER-LANGE  
à Roger BLONDON, Thérèse SANDRAZ à François PEILLEX  
Excusé : Monsieur Gérard JEANNIN  
Absente : Madame Rosa COULAUD  
Monsieur Eric PIERRE a été élu secrétaire.

Monsieur le Maire rappelle qu'actuellement la préemption des terrains s'appli-  
que uniquement aux secteurs U du POS.

Date d'affichage :  
3 février 2004

Nombre de conseillers  
en exercice: 22

Nombre de présents : 16  
Nombre de votants : 19  
Exprimés : 19

Il n'est pas applicable aux opérations suivantes :

- ♦ *aliénation d'un ou plusieurs lots de copropriété constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage mixte, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs de ces locaux accessoires (la copropriété doit résulter du partage total ou partiel d'une société d'attribution ou bien dater d'au moins dix ans)*
- ♦ *aliénation d'un immeuble bâti, pendant les dix ans qui suivent son achèvement*
- ♦ *cession de parts ou d'actions de sociétés d'attribution permettant l'attribution d'un local d'habitation, professionnel ou mixte et de ses locaux accessoires*

Après cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents :

- ♦ précise que, dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme très affirmé qui a été étudié, il convient que la Commune se dote d'un minimum d'outils permettant la réalisation des objectifs communaux
- ♦ décide en conséquence d'appliquer le droit de préemption urbain renforcé sur l'ensemble du territoire communal
- ♦ précise qu'il sera effectif dès la mise en application du Plan Local d'Urbanisme, projet arrêté sur la même séance, avant enquête publique
- ♦ précise que les mesures de publicité et de communication sont les mêmes que celles du droit de préemption urbain, à savoir :
  - affichage en Mairie
  - insertion dans deux journaux diffusés dans le Département
  - envoi au Directeur Départemental des Services Fiscaux
  - au Conseil Supérieur du Notariat
  - à la Chambre Départementale des Notaires
  - aux Tribunaux de Grande Instance compétents

Tous les membres présents ont signé au registre.  
Pour Extrait Certifié Conforme.

Le Maire,



25 septembre 1987

87.07.17

Exercice du droit de préemption urbain

Monsieur le Maire rappelle l'arrêté préfectoral du 18 septembre 1978 portant création d'une zone d'intervention foncière sur le territoire rochellois et intéressant les zones urbaines du P.O.S.

Il rappelle également la loi n° 87.557 du 17 juillet 1987 complétant la loi n° 87.729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en oeuvre de principe d'aménagements.

Il demande à ses Collègues de bien vouloir se prononcer sur le maintien du droit de préemption sur les anciennes zones urbaines couvertes par la Z.I.F., voir l'extension, en totalité ou en partie, aux zones d'urbanisations futures.

Après cet exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents :

Considérant la révision du P.O.S. actuellement en cours :

- décide de maintenir le droit de préemption urbain aux anciennes zones urbaines couvertes par la zone d'intervention foncière, soit la totalité des zones urbaines du P.O.S.
- souhaite redélibérer à l'issue de la période de révision du P.O.S. afin d'inclure éventuellement certaines zones d'urbanisation future (zones NA du P.O.S.)

87.07.18

Acquisition Monsieur  
André VIQUERAT

Monsieur le Maire informe ses Collègues que Monsieur André VIQUERAT se propose de vendre une parcelle sise sur la Commune de ROTHERENS, cadastrée A 345, pour une superficie de 595 m<sup>2</sup> et sur laquelle se situe un puits qui pourrait apporter une source d'énergie à la future zone industrielle de La Rochette/Rotherens.

Après négociation, Monsieur VIQUERAT accepterait cette vente au franc symbolique avec une indemnité de 5 000 F pour l'abri situé sur le puits.

Le Conseil Municipal, après l'exposé de Monsieur le Maire,